



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 9 au 15 septembre 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

CONTENTIEUX ELECTORAUX

Les audiences pour les communales ont eu lieu cette semaine. En tout, près de 347 dossiers doivent être traités par le tribunal administratif à Anosy lors de ces audiences publiques. Issues de plusieurs communes, ces requêtes tournent généralement sur des tentatives de fraudes, des irrégularités constatées lors du scrutin du 31 juillet. Quant aux litiges opposant Lalatiana Rakotondrazafy et Lalao Ravalomanana, la candidate de l'association FREEDOM ne lâche rien. Cette semaine a lieu le procès sur la polémique autour du signe « Neny » sur le bulletin unique. Et après avoir entendu les deux partis, les juges procéderont à l'annonce du verdict.

La TV PLUS et la RADIO PLUS privilégient un traitement impartial de la nouvelle. Les deux stations relatent le déroulement des audiences publiques en vue du traitement des dossiers par le tribunal administratif et commentent la fin du plaidoyer des avocats de Lalatiana Rakotondrazafy et de Lalao Ravalomanana. La candidate du FREEDOM et non moins chroniqueuse de l'émission interactive Anao ny Fitenenana (A vous la parole !) de FREE FM, menace la CENI-T, que si elle « ose » délivrer le procès-verbal de délibération de l'organe en date du 4 mai autorisant l'insertion d'un pseudonyme ou d'un signe distinctif propre au candidat sur le bulletin unique, les membres de cette institution feront l'objet de poursuite pénale individuelle pour faux et usage de faux. Connue pour son franc parler et son agressivité au micro, la journaliste n'a pas mâché ses mots et assène de violentes remarques à l'endroit de Lalao Ravalomanana, le parti TIM et la CENI-T : « la CENI-T et le parti TIM ont été complices dans les affaires de fraudes électorales ayant favorisé l'élection de Lalao Ravalomanana ». KOLO TV s'est par ailleurs interrogé sur la véracité du propos du Premier ministre concernant le bon déroulement des élections. Et au journaliste d'ajouter, sur une note négative que « le gouvernement Ravelonarivo n'est connu que pour les problèmes ».

MEMORANDUM DE STABILITE EN STAND-BY

Bien que les tractations se poursuivent, les chefs d'institution entendent bien finaliser la signature du mémorandum de stabilité par les députés. Le Président de la République ainsi que le Premier ministre, soutiennent que 91 députés ont déjà signé le document. Jean Max Rakotomamonjy et Mahazoasy Freddie, respectivement président et vice-président de l'Assemblée nationale, ont apporté des éclaircissements sur la situation à l'Assemblée nationale. Depuis leur retour de New York, au sommet des Présidents de parlement, la tenue de la session extraordinaire est à l'ordre du jour.

KOLO TV, se lance dans une démarche visant à amoindrir la crédibilité du fameux document en marquant un doute sur son existence. Aussi, c'est en rapportant les réflexions de politiciens que la station justifie sa théorie. Il en ressort que le mémorandum relève d'une stratégie du Président de la République pour avoir le maximum de députés dans son rang. Même entre les tenants actuels du pouvoir, les discours semblent mitigés. Une énième rencontre entre le Chef d'Etat et le Président de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'Assemblée nationale a été initiée en vue de discuter des affaires courantes du pays, rapporte le média. Signature par une nouvelle majorité favorable au programme présidentiel, le média jette un regard critique sur le fait que le « gouvernement n'ait pas encore convoqué de session extraordinaire s'il a déjà pu convaincre 91 députés ». La journaliste d'ANTSIVA, lors du journal parlé, tonne sur « le fait de dire que le pacte de responsabilité apportera le développement est comme une insulte envers le peuple malgache » et ce, même si Jean Max Rakotomamonjy a indiqué que l'initiateur du mémorandum et les députés doivent impérativement se rencontrer, en vue d'une stabilité. Les chaînes nationales TVM et RNM favorisent un discours plus rassurant en affirmant que les deux chefs d'institution « s'attèlent à la mise en effectivité dudit document ».

MISSION DU FMI A MADAGASCAR

Une mission du FMI est dans nos murs en vue de l'octroi d'un financement destiné à renflouer les caisses de l'Etat. Cette délégation s'est fixé comme objectif une deuxième évaluation économique sur Madagascar qui pourrait aboutir à la mise en place d'un crédit rapide d'un montant de 47 millions de dollars. Le chef du gouvernement s'est personnellement impliqué dans la reprise des financements.

Tous les médias sont sceptiques quant à l'octroi dudit financement. Ainsi, de l'avis du journaliste de la station VIVA, les déplacements récurrents du Premier ministre seraient une peine perdue vue la situation alarmante dans le pays. A cela s'ajoute les commentaires négatif et pessimiste du journaliste de la FREE FM quant à l'issue de cette deuxième évaluation. Dans le JP d'ANTSIVA, le journaliste remet en question la volonté de cet organisme international à œuvrer pour le développement de Madagascar. Bien que mesurée, son approche tend à critiquer le gouvernement. La RNM a quant à elle, analysé la nouvelle de manière partielle car elle a seulement mis l'accent sur les multiples interventions du Président de la République afin de rétablir la coopération avec le Fonds Monétaire International.

FOYER DE TENSION

GREVE DE L'INTERSYNDICAL DE LA JIRAMA : LA SITUATION PIETINE

La grève de l'intersyndical continue de faire des remous. Les meneurs de grève ayant été convoqués pour une audition à la brigade de la gendarmerie de Fiadanana, leurs compagnons de route poursuivent avec hargne les mouvements de contestation contre la mise en concession de la JIRAMA à la société américaine SYMBION POWER. Deux camps s'affrontent : la grève persistante d'une partie des employés réunis autour de l'intersyndical et l'initiative de la Direction générale, dans un communiqué officiel, mentionnant la reprise des activités de la société ainsi que l'interdiction pour les manifestants d'entrer dans les locaux de la JIRAMA. Les forces de l'ordre ont investi les sites de manifestations. La médiation étant infructueuse, tous attendent la décision du conseil d'arbitrage de mettre fin ou non à la grève.

Toutes les stations ont traité le foyer de tension de manière approfondie. Si les unes ont préféré approcher la population pour recueillir leur avis sur le sujet, les autres se sont ruées vers les employés de la JIRAMA en général et l'intersyndical en particulier. Ainsi, FREE FM, KOLO TV, MATV, VIVA, ANTSIVA et RADIO PLUS rapportent les faits relatifs à la poursuite de la grève de l'intersyndical mais aussi et surtout, se focalisent sur les « décisions prises » par le conseil d'arbitrage sur l'issue de la grève. La station VIVA anime la tension en multipliant les jugements hâtifs à l'endroit des tenants du pouvoir. À titre d'exemple, cet extrait : « l'intersyndical ne jouera pas dans les sales jeux des autorités au pouvoir ». En affichant un soutien implicite aux actions des grévistes, le média donne des détails sur l'intention des grévistes de porter l'affaire devant des autorités étrangères et d'annoncer par la même occasion, le renforcement de la grève par une

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



démonstration de force : entreprendre une marche de solidarité, en brandissant le drapeau national et en portant un uniforme ou un signe distinctif de la compagnie JIRAMA, devant le tribunal à Anosy. Même son de cloche chez **FREE FM**, durant son JP, les journalistes accordent un temps de parole important aux grévistes. D'autres acteurs ont pu s'exprimer sur les ondes de la radio **ANTSIVA**, à l'occasion de son JP, Jean Nirina Rafanomezantsoa, de **HAFARI Malagasy** lance un appel à la solidarité, aux employés de la JIRAMA et aux citoyens, en mettant un point d'honneur sur le droit des consommateurs. La station rapporte par ailleurs le discours rassurant du ministre de l'Energie, Horace Gatien soulignant le début des travaux de rénovation au niveau des sites se trouvant à Mandrozeza, Toamasina, Ambohimambola. C'est la promesse d'une cessation définitive des coupures de courant que le ministre laisse entendre, une promesse sur laquelle la station rebondit pour rappeler les demandes d'explication du FMI sur les subventions accordées par l'Etat à la société JIRAMA. Aussi, le reporter du JP commente cette démarche comme ayant pour but d'ouvrir les portes aux sociétés étrangères suite à la privatisation des sociétés d'Etat. **MA TV** attire l'attention sur un rappel détaillé des réclamations de l'intersyndical en ne manquant pas d'observer tout au long du reportage une attitude mesurée. On remarque toutefois qu'il y a eu prévalence d'un bord, celui des grévistes. Le Président de ces derniers s'est vu accordé une interview de deux minutes tandis que l'avis de la direction générale, n'a été évoqué que pour faire l'objet de critiques acerbes de la part de l'intersyndical. Critiques qui n'ont à aucun moment fait l'objet de ralliement ou de contradiction de la part du reporter.

Sur les chaînes nationales **TVM** et **RNM**, le foyer de tension a été traité de manière à apaiser la situation. Les journaux insistent en effet sur l'aval d'une partie des employés de la JIRAMA d'accepter la cession de Mandrozeza à Symbion Power. Ces médias publics ont ainsi privilégié, comme à son habitude, l'avis des acteurs institutionnels, justifiant d'un climat apaisé dans l'affaire JIRAMA.

OPERATION FAHALEMANA 2015 :

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE INTERPELLE

L'opération « Fahalemana 2015 » s'intensifie dans le Sud. Après l'incident survenu dans le courant du mois d'août causant la mort de huit militaires, le ministre de la Défense nationale et les forces armées sont à pied d'œuvre pour lutter contre le phénomène « dahalo ». Des mesures drastiques ont été développées afin de résorber la violence dans cette partie de l'île. Les avis divergent sur le sujet et les méthodes adoptées par les forces de l'ordre font craindre le pire. « Déclaration de guerre », « vengeance et/ou représailles musclées », « ennemis de la Nation », les réactions ne se sont pas fait attendre au sein de la communauté internationale.

Les médias de la capitale donnent un aperçu de la conférence de presse tenue par le représentant du PNUD et son équipe. **KOLO TV**, **RADIO PLUS**, **MATV**, **VIVA** retransmettent la déclaration d'Omer Kalameu qui a exprimé « son inquiétude face aux pratiques de l'armée dans le Sud et craint le non-respect des droits de l'homme ». Omer Kalameu, conseiller au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au sein du PNUD a ainsi évoqué son inquiétude face à la mise en œuvre de l'opération « Fahalemana 2015 ». Il a exhorté les autorités étatiques à reconsidérer les pratiques de l'armée face au climat actuel d'insécurité. **ANTSIVA** estime que la communauté internationale ne doit pas s'immiscer dans les affaires internes de Madagascar. Prenant parti et alimentant les commentaires, la station évoque une « diplomatie de l'hypocrisie » qui amènerait le Malgache à se prosterner devant la CI. Le journaliste alarme également l'opinion dans ses analyses sur les « intentions » de la CI : « elle pourrait atteindre ses objectifs de créer une crise à durée indéterminée, d'apporter des troubles et une guerre civile pour ensuite, introduire les casques bleues, comme elle le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



fait dans les pays arabes ». La station essaie néanmoins d'approfondir le sujet en donnant la parole à une multitude d'acteurs.

DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS A MANGALY/IVAHONA

Un violent accrochage entre les forces de l'ordre et les dahalo fait trembler pour la énième fois le Sud. Cet affrontement survenu dans la matinée du 13 septembre dans le village de Mangaly, commune d'Ivahona a coûté la vie à 18 personnes dont le capitaine de la compagnie de la gendarmerie de Betroka, Rafalihery Andriatiana, 14 dahalo et 3 civils. Un adjudant du 1^{er} régiment des forces armées a également été grièvement blessé. Jusqu'ici 10 éléments de forces de l'ordre sont morts dans le cadre de l'opération Fahalemana.

*La majorité des stations ne sont pas restées insensibles à l'information. Mais si des médias tels que **KOLO TV, MA TV et TVM, RADIO PLUS** rapportent les faits de manière prudente **ANTSIVA** a préféré s'engager dans une approche plus passionnée. Effectivement, la station part d'une analyse plus détaillée sur le phénomène des dahalos. L'effectif des dahalos qui s'élève entre 300 à 400 lorsqu'ils font des attaques met l'opinion en alerte. Ainsi, les auditeurs de l'émission **Sehatra ho an'ny mpihaino** ont réagi en masse. Certains estiment que ces morts d'hommes sont la conséquence des mutineries dans les bases militaires, dans la mesure où la circulation des armes n'est plus maîtrisée tandis que d'autres appellent à ce que l'effectif des forces de l'ordre postés dans la région Sud soit augmenté. La **FREE FM** en ce sens, dément le bilan positif de l'opération fahalemana présenté par les forces de l'ordre, considérant les pertes enregistrées dans leur camp.*

PROPOS ILLEGITIMES

Le mémorandum de stabilité est au centre des débats, que ce soit au sein de l'hémicycle ou dans l'arène politique. A cet effet, les rumeurs infondées, les alarmes de toutes sortes ainsi que les propos belliqueux et offensifs foisonnent dans les médias, visant surtout à dénigrer les différentes personnalités politiques. Journalistes, auditeurs, chroniqueurs, tous ont leur mot à dire concernant la stagnation du processus de signature du mémorandum de stabilité. Jean Max Rakotomamonjy et les membres du bureau permanent de l'Assemblée nationale ont été pris de court sur **KOLO TV**. « *Jean Max Rakotomamonjy pourrait grossir les rangs des signataires du mémorandum de stabilité* » et « *les membres du bureau permanent ont affirmé hier ne pas avoir signé le mémorandum alors qu'aujourd'hui, ils se disent prêts à soutenir le Président de la République* » commente le journaliste pour montrer le côté versatile de ces membres du bureau permanent.

L'affaire « Jean Pierre », l'étudiant tabassé par les forces de l'ordre, a fait naître un sentiment d'indignation au sein de l'opinion publique, les journalistes ne sont pas en reste puisque dans la plupart des cas ils se placent en qualité d'auteurs de propos illégitimes ou à moindre mesure ils en sont complices. Aussi dans Anao ny Fitenenana de la station **FREE FM**, l'animateur cautionne les propos de Lalatiana Rakotondrazafy lorsque celle-ci avance : « *Comme animé par une haine personnelle, les gendarmes ont tabassé Jean Pierre. C'est comme si l'universitaire leur avait volé leur épouse (...)* L'homme a le devoir de maîtriser l'animal qui est en lui sinon, il n'est pas différent de l'animal ». En effet, le journaliste conforte le propos de l'intervenante en ajoutant que « *tout un chacun doit maîtriser son animalité* ».

Le député d'Ankazoabo Sud, Mara Niarisy, a témoigné au micro de la RADIO ANTSIVA de l'attitude des troupes déployées dans le Sud dans le cadre de l'opération « fahalemana 2015 ». Selon lui, « *les forces de l'ordre se sont transformés en bêtes après le décès des 8 membres de leurs éléments à Ankazoabo Sud. Depuis, ils commettent des actes innommables. Ils ratissent les villages, tuent et*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



incendient des maisons. » Ces propos, empreints d'animosité, n'ont bénéficié d'aucune réaction partisane du journaliste qui est resté spectateur en se contentant de poser des questions. Des rumeurs ont également été entendues dans l'émission interactive *Sehatra ho an'ny Mpihaino* de la même station où un auditeur affirme que « *les fournisseurs en arme des « dahalo » ne sont autres que les militaires eux-mêmes.* »

FORMAT DE COUVERTURE

L'intervention de la candidate Lalatiana Rakotondrazafy dans l'émission interactive **Anao ny fitenenana** du 9 septembre a été rediffusée le lendemain sur la **FREE FM**. Ceci afin de marteler que la délibération de la CENI-T du 4 mai a été montée de toutes pièces. Elle a ainsi menacé de déposer une plainte auprès du tribunal pénal de première instance pour faux et usage de faux. Dans la même émission, en date du 14 Septembre, la candidate du **FREEDOM** continue de crier à l'injustice et de proférer que : « *La loi du plus fort prévaut également en ce qui concerne les élections* » Elle continue alors de démentir l'authenticité de la délibération de la CENI-T en mettant en avant l'argument du journal *La Gazette de la Grande île*. Lalatiana Rakotondrazafy, en même temps chroniqueuse et propriétaire de la station, profite ainsi du large temps d'antenne qu'elle bénéficie dans cette émission pour diffuser, voire matraquer, son message et influencer l'opinion sur une position politique qu'elle défend personnellement.

Les **interventions téléphoniques** constituent une des formes de témoignages utilisées par la station **VIVA TV** pour illustrer ses reportages. L'intervention de l'étudiant dénommé Berija, ancien meneur de grève ainsi que le témoignage d'un habitant de la région Melaky sur les actes de banditisme à Maintirano attestent de cette pratique. Des invités sont aussi quotidiennement appelés sur le plateau du son journal télévisé afin de réagir sur les actualités chaudes comme le cas du député d'Ankazoabo Sud, Mara Niariasy, et des leaders syndicaux de la **JIRAMA**, Oliva Andrianalimanana et Flavien Andrianekena. Une bonne pratique dans la mesure où la station donne la parole à des acteurs sauf qu'ils ne sont pas aussi diversifiés.

La grande interview du journal parlé de la **RADIO ANTSIVA** en date du 14 Septembre a porté une attention particulière sur le thème de la Sécurité dans le Sud. Le député d'Ankazoabo Sud, Mara Niariasy, invité alors à l'occasion a pu répondre à ce qui s'apparente à de la calomnie à l'encontre de sa personne. Le temps de parole lui ayant été accordé a permis au parlementaire d'exposer les faits à sa version face aux accusations selon lesquelles il ferait partie de la bande de dahalo qui terrorise le Sud.

Ampitampitao an-tsary de la chaîne nationale **TVM** ainsi que **Vaovaom-paritra** de la **RNM** émissions diffusées respectivement à partir de 17 heures et à 7h du matin sur ces ondes, rapportent les actualités régionales dans les différentes régions de Madagascar. D'une durée de 30mn à 45mn en règle générale, cette revue quotidienne des actualités régionales est ainsi faite par les correspondants pour donner un aperçu global des réalités locales. Elles font partie des émissions-phares qui distinguent les chaînes nationales des stations privées.

STYLE ET DEONTOLOGIE

Les chaînes nationales **TVM** et **RNM** rapportent les activités institutionnelles des dirigeants et des responsables étatiques. Comme à leur habitude, le focus est mis sur les inaugurations des réalisations et les décisions prises par différentes personnalités politiques au pouvoir comme le PRM, le PM, les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



chefs d'institution ainsi que les représentants étatiques locaux tels les chefs de région et leur staff exécutif. La prédominance des membres du gouvernement et des acteurs institutionnels dans les journaux parlés ou télévisés ou dans autres les émissions, limite la diversité d'opinion et de faits exposés concernant l'actualité nationale.

Pour le cas des stations privées (**VIVA TV, TV PLUS, KOLO TV, ANTSIVA, RADIO PLUS, et MATV**), en majorité commerciales, l'essentiel de l'actualité tourne autour des événements marquants du jour : audiences sur les élections communales au tribunal administratif d'Anosy, mémorandum de stabilité, grève de la JIRAMA ou encore mission du FMI à Madagascar. Les informations nationales sont priorisées mais les stations télévisées privées travaillent désormais avec des correspondants régionaux pour s'informer et transmettre les réalités locales. La **TV PLUS** se démarque toutefois par une bonne pratique journalistique dans son programme d'information, elle cherche à recouper les informations avant toute diffusion, à approcher de nombreuses sources d'information et à adopter une attitude distante par rapport aux informations.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

[Site web: www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

